

comprise en Angleterre : on en pressent l'aboutissement et l'on devine que, tous les litiges africains résolus, il en faudra venir, bon gré, mal gré, à aborder la question égyptienne<sup>1</sup>. C'est l'échéance que le cabinet britannique cherche, à tout prix, à reculer. Dès son retour aux affaires, à l'automne 1895, c'est la préoccupation dominante de lord Salisbury. Contre une alliance franco-russe, la manœuvre indiquée, classique, c'est de soulever la question qui a brouillé Napoléon et Alexandre I<sup>er</sup>, la question d'Orient : là seulement les deux pays peuvent avoir certains intérêts divergents, certaines traditions opposées. En France, où tout un parti repousse la politique d'alliance russe, une campagne adroitement conduite dans la presse et dans l'opinion peut trouver des concours d'autant plus ardents que, chez nous, les sentiments d'humanité et de justice, lorsqu'ils sont mis en avant, ne restent jamais sans écho.

Nous avons vu comment l'Angleterre, depuis la convention de Chypre, tenait, pour ainsi dire, en réserve la question arménienne et donnait asile aux comités arméniens. Aussi, dès que des troubles graves furent signalés en Arménie, sa main y fut-elle soupçonnée. Dès le 20 février 1894, M. Paul Cambon, dans une lettre au ministre des Affaires étrangères, M. Casimir-Perier, expliquait la genèse et le développement des troubles d'Arménie<sup>2</sup> envenimés par les maladroitesses rigueurs de la politique du Sultan. Dans l'été de 1894, éclataient des conflits très graves dans le Sassoun, entre Arméniens et Kurdes ; bientôt le mouvement, « préparé, dit-on, de longue main par la société de Hentchak dont le siège est actuellement à

1. Dans l'hiver 1895-1896, le ministère Brisson-Bourgeois-Berthelot lance en Afrique l'expédition Marchand.

2. *Livre Jaune*, n° 6.